

# Troubles à l'ordre public Kamto aux arrêts



Le «tireur de penalty» et plusieurs de ses lieutenants sont, depuis hier, aux mains de la police judiciaire. **P.3**



## Semaine nationale du bilinguisme Nalova Lyonga lance la 14<sup>e</sup> édition à Mbandjock

À l'occasion de la cérémonie y afférente, hier dans la ville du sucre, le Minesec a rappelé le privilège camerounais d'avoir le français et l'anglais en partage. **P.4**

Ministère des Finances

### Les priorités de 2019 définies **P.8**

Bafang

### Une école pour sourds et aveugles en construction **P.9**

**Réaction de la Délégation Permanente Départementale du Comité Central du RDPC dans le Nyong et So'o des partis politiques de l'opposition, des populations du Nyon et So'o, face aux manifestations politiques non autorisées dites « Marches blanches » à travers le territoire national, ainsi que dans certains pays entraînant des dégâts importants dans les ambassades du Cameroun en France et en Allemagne.**

Nous, Membres de la Délégation Permanente Départementale du Comité Central du RDPC dans le Nyong et So'o, partis de l'opposition dans le Nyong et So'o représentés par l'AMEC, population et forces vives représentées par le chef de Groupement, Sa Majesté Onana Jean Baptiste, dénonçons avec la plus grande fermeté les troubles à l'ordre public ainsi que les bravades des militants du MRC à l'encontre des institutions républicaines enregistrées dans les villes de Yaoundé, Douala, Mbouda et Bafoussam, le saccage de l'ambassade du Cameroun à Paris ayant entraîné des dégâts considérables.

Réitérons notre confiance et notre soutien indéfectible au Président de la République, **Son Excellence Paul BIYA**, vainqueur de l'élection présidentielle du 07 octobre 2018 avec un score sans appel de 71%.

Fait à Mbalmayo, le 28 janvier 2019

Pour la Délégation Permanente Départementale,

**Le Chef de la Délégation PI**



**RE AMOUCOU Joseph Armathé**

Pour les partis d'opposition,

**Le Président de l'AMEC**

**Dr TABI OWONO Joachin**

Pour les populations,

**Sa Majesté Onana Jean Baptiste**

28 JAN 2019



publication

Joire OWONA

TROUBLES À L'ORDRE PUBLIC

# Maurice Kamto arrêté à Douala

Le «tireur de penalty» et plusieurs de ses lieutenants sont, depuis hier, aux mains de la police judiciaire.

Michel Tafou

Le leader du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc, opposition), Maurice Kamto et son allié, Albert Dzungang, ont été interpellés hier en fin de journée au domicile du dernier cité, sis au lieu dit Mobil Guinness à Douala. Après un tour à la direction régionale de la police judiciaire (Drpj) du Littoral, ils ont ensuite été convoyés sous bonne garde à Yaoundé où ils devaient retrouver plusieurs autres cadres de la formation, le chanteur musicien Valséro, Paul Eric Kingué, eux aussi arrêtés plus tôt dans la journée de samedi. Les uns et les autres auront ainsi à répondre des faits de troubles à l'ordre public, consécutifs aux manifestations, par avance interdites par les autorités préfectorales, tenues à l'initiative du Mrc samedi à Bafoussam, Douala, Mbouda et Yaoundé. Ils devraient également, apprend-on de source introduite, faire la lumière sur leur degré d'implication dans les saccages, intervenus le même jour, dans les représentations diplomatiques du Cameroun à Paris et à Berlin. Le même samedi, tard dans la soirée, le ministre de l'Administration territoriale (Minat), Paul Atanga Nji, avait rappelé que les activités des partis politiques légalisés au Cameroun sont encadrées par des



textes en vigueur, qui seront désormais scrupuleusement respectés. Annonçant que ceux qui ont l'habitude de défier l'autorité de l'État allaient désormais se heurter à la rigueur de la loi, il a rappelé que le peuple camerounais, dans son ensemble, a rejeté en bloc les mots d'ordre irresponsables lancés par le Mrc et son promoteur. Il s'agit, apparemment, du début de la descente aux enfers, pour Maurice Kamto, son parti et ses lieutenants, le Minat ayant planté le décor en

déclarant, sous le signe de la boutade: «(...) je constate que le promoteur du Mrc s'est installé dans la logique du "je m'en fous, on dirait advenue que pourra" ; mais bientôt, il va se retrouver dans "le pays de si je savais".» Game over. Commentant, hier par la voie d'un communiqué, le point de presse et les condamnations subséquentes du ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi à la suite des «marches blanches» de son parti, Maurice Kamto a affirmé que lesdites

déclarations «sont infondées et sans rapport avec les faits sur le terrain», et qu'elles procédaient «d'une construction qui vise à incriminer le Mrc dans un dessein inavoué». Pour lui, il n'y a eu aucun trouble à l'ordre public, encore moins des voies de fait, les marches s'étant «déroulées dans la paix, sans résistance aucune devant les forces publiques ni atteinte aux biens d'aucune sorte». M. Kamto rappelle, s'agissant de la déclaration selon laquelle le Cameroun est un État de droit où la dévolution du pouvoir se fait à travers les urnes, que lesdites urnes se sont exprimées le 7 octobre 2018 en sa faveur, alors que le Conseil constitutionnel a proclamé Paul Biya vainqueur de cette élection. Le leader du Mrc reste également dans le déni de démocratie, se refusant davantage à communiquer le pourcentage qui fait de lui le vainqueur du scrutin, objet du «hold-up» qu'il dénonce à cor et à cris. Pour lui, «c'est au contraire la violation flagrante des principes de l'État de droit qui est à l'origine de la situation actuelle». Le nouvel épisode qui s'ouvre sera sans doute moins anecdotique. Et pourrait, si l'on en croit des sources proches du dossier, aboutir très rapidement à la dissolution du Mrc par le Minat.

## VANDALISME

# Vague d'indignations contre le Mrc et Kamto

Les actes de saccage, perpétrés par des sympathisants du parti et de son leader dans des représentations diplomatiques du Cameroun à l'étranger, sont condamnés par plusieurs personnalités de premier plan.

Cédric Mbida

La délégation départementale permanente du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc, au pouvoir) pour le Nyong et So'o a, hier lundi, dit son indignation, suite aux «marches blanches» du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc, opposition). Dans un communiqué signé du secrétaire général adjoint du comité central du parti de Paul Biya, Grégoire Owona, par ailleurs élite de la localité, du chef de ladite délégation, le Pr Joseph Armathé Amougou, du président de l'Action pour la méritocratie et l'égalité de chances au Cameroun (Amec, opposition), Joachim Tabi Owono et du représentant des forces vives, Sa Majesté Jean Baptiste Owona, ils dénoncent, «avec la plus grande fermeté, les troubles à l'ordre public ainsi que les bravades des militants du Mrc à l'encontre des institutions républicaines». Déplorant le saccage de l'ambassade du Cameroun à Paris, ainsi que le désordre engendré par les manifestants à Bafoussam, Douala, Mbouda et Yaoundé, les signataires du document réitérent leur soutien indéfectible au chef de l'État, Paul Biya, «vainqueur de l'élection présidentielle du 7 octobre 2018 avec un score sans appel de 71%». Et ils ne sont pas les seuls Camerounais à condamner les provocations et rodonnades de Maurice Kamto et des siens. Sous le titre «Vandalisme contre

politique : le temps de la fermeté», le président du Parti de l'alliance libérale (Pal), Célestin Bedzigui, s'interroge et ne cache pas son amertume : «En entrant par effraction dans les locaux de l'ambassade du Cameroun à Paris, et en pratiquant des actes inacceptables de vandalisme, les manifestants et autres militants du Mrc sont-ils conscients qu'ils encourrent des peines de prison ? Car, les locaux d'une ambassade, qui sont le symbole d'un État en droit international, sont inviolables, conformément aux clauses de la Convention de Genève.» Pour lui, il faudrait donc que les responsables de l'ambassade du Cameroun en France portent plainte auprès des autorités judiciaires de ce pays, afin de mettre définitivement fin à ce genre d'action absolument et nécessairement condamnables. S'agissant de la responsabilité politique, le leader du Pal constate que les slogans des vandales, captés par la caméra, mettent explicitement en cause Maurice Kamto, qui depuis ces actes répréhensibles ne s'en est pas désolidarisé, alors que, circonstance que certains trouveraient aggravante, son épouse est haut cadre au ministère des Relations extérieures. «La fermeté du gouvernement est ici nécessaire, et devrait, selon M. Bedzigui, pouvoir porter sur une sanction exemplaire pouvant aller jusqu'à l'interdiction d'une organisation qui s'est présentée comme un parti politique et qui se

révèle n'être, désormais, qu'une faction incitant à la discorde nationale et au vandalisme, en même temps que son leader, qui nourrit une soutien et une complaisance coupables vis-à-vis des terroristes égorgés "Ambazoniens", devrait répondre devant les tribunaux des actes suscités par son discours d'incitation à la discorde républicaine.»

**L'esquive.** Coordonnateur régional du parti Uniers et du Mouvement 11 millions de citoyens dans la région du Sud, Patrice Messanga Abessolo s'oppose à une confrontation camerouno-camerounaise. Pour lui, les événements du week-end dernier ont choqué la conscience collective, et un tel déferlement de violence est étranger à la nature du Camerounais. Et de condamner, avec énergie, tout ce qui s'est passé d'un côté comme dans l'autre. L'universitaire Mathias Eric Owona Nguini, lui, se dit terrifié, car ne comprenant pas que, parce qu'ils sont devenus politiciens, les professeurs du Mrc, qui ont passé une bonne partie de leur vie à faire des études, s'instruire, se former et obtenir des diplômes et certificats, s'acoquinent avec des hooligans illettrés comme certains de ces miliciens de là-bas, à l'instar de ce voyou aigri qui déchire cyniquement les diplômes de malheureux Camerounais qui les ont envoyés pour des procédures administratives à leur ambassade en

Allemagne. «C'est une honte, que les démentis hypocrites du "partitontine" et de son gourou suprême, sur ses liens avec la milice ethno-fasciste de la brigade "anti-sardinards", ne sauraient effacer !» Toujours aussi acide dans le verbe et véloce dans la réplique, l'écrivaine Calixthe Beyala s'est, pour sa part, félicitée que ceux qui ont voulu prendre d'assaut l'ambassade du Cameroun à Paris se sont également retrouvés bien isolés, les Camerounais ne s'étant pas levés pour les rejoindre, et la police française étant «venue les cueillir comme de vulgaires casseurs». Acculé dans ses derniers retranchements, Maurice Kamto s'est, par voie de communiqué, prêté à un jeu d'équilibrisme mêlé d'hypocrisie, au sujet des compatriotes de la diaspora ayant «exprimé leur ras-le-bol dans plusieurs pays et de différentes manières, et que les communiqués du gouvernement tendent à assimiler à des militants du Mrc». «Nous voulons souligner que si la coalition partage leurs griefs à l'endroit du gouvernement, il s'agit d'abord des Camerounais de tous bords qui ne sont pas aux ordres du Mrc, et qui profitent simplement de l'espace de liberté offert par leurs lieux de résidence pour manifester librement leur mécontentement.» Une façon malicieuse de botter en touche, de faire corps avec les hooligans, d'esquiver les critiques acerbes sans pour autant assumer.

SEMAINE NATIONALE DU BILINGUISME

# Nalova Lyonga lance la 14e édition à Mbandjock

À l'occasion de la cérémonie y afférente, hier dans la ville du sucre, le Minesec a rappelé le privilège camerounais d'avoir le français et l'anglais en partage.

Henri Bomba

La ville de Mbandjock, dans le département de la Haute Sanaga, a été honorée par la communauté éducative nationale. Lundi 28 janvier, le ministre des Enseignements secondaires (Minesec), Pr Nalova Lyonga, qu'accompagnait pour la circonstance, le secrétaire d'État auprès du Minesec, Boniface Bayaola, y a présidé la cérémonie de lancement de la semaine nationale du bilinguisme. L'édition 2019, la 14e du genre, se tient sous le thème, «Bilinguisme : lien indéfectible pour l'intégration nationale, tremplin pour la paix et le développement.» Pour la célébration, sont mis à contribution, les élèves des établissements d'enseignement primaire et maternel ainsi que ceux des enseignements secondaires du département. Tous rallient le lycée bilingue de Mbandjock, établissement choisi pour abriter l'événement, en vue d'une part, d'une démonstration des manquements à l'usage des deux langues officielles que sont l'anglais et le français, et des atouts de la pratique du bilinguisme tel que prescrit par la loi fondamentale du Cameroun d'autre part. Sous le regard attentif de l'artificier en chef de l'événement de Mbandjock, le délégué régional des Enseignements secondaires (Dres) pour le Centre, Jean Paul Marcellin Mebada, est solennellement félicité par le ministre Nalova Lyonga. C'était en présence du secrétaire général de la région du centre, représentant le gouverneur, du préfet de la haute Sanaga, Albert Nanga Dang, du sous préfet de Mbandjock, Barbara Wanko Wankam epe Sango Lecco, de nombreuses autorités administratives du département, des autorités traditionnelles et religieuses, ainsi qu'une forte mobilisation de la communauté éducative de la haute Sanaga. Au Minesec, l'on explique que le choix de Mbandjock se veut stratégique. La ville, véritable creuset du vivre-ensemble, se présente comme un



terrain suffisamment fertile pour l'implémentation du bilinguisme tel que voulu par les promoteurs. Les 30 887 habitants, qui y vivent, occupent paisiblement les 887 kilomètres carrés constituant la superficie de l'arrondissement, selon les données retenues dans le mot de bienvenue de l'adjoint au Maire de la Commune de Mbandjock, Mme Toulou. Et au cours de la cérémonie, à travers sketches, match des incollables, jeux et autres danses, élèves de la maternelle au secondaire en passant par le primaire, vont démontrer leur intérêt pour le bilinguisme. Mais au-delà de ce qui est déjà fait, Nalova Lyonga est venue à Mbandjock pour «Voir ce qu'il y a à faire dans le cadre de la promotion du bilinguisme.» car pour la patronne des Enseignements secondaires, «Il faut que notre bilinguisme soit comme notre football. Nous devons aimer notre bilinguisme comme nous aimons notre football». Boniface Bayaola, quant à lui, voit en le

bilinguisme, un facteur de développement «Vous avez vu, le Cameroun produit les meilleurs interprètes et le pays avance avec cette méthode de gestion des deux langues, et c'est une grande richesse à préserver».

**Doléances.** À Mbandjock, l'on s'accorde que beaucoup reste à faire. Et ceci doit commencer par un regard très sensible des doléances du lycée bilingue de Mbandjock, telles que présentées par le proviseur, Jean de Dieu Ayissi. Dans une liste non exhaustive, l'on note la réhabilitation des salles de classe en décrépit, l'équipement des salles existantes, la construction d'un laboratoire pour anglophones et pour scientifiques, la nécessité d'une infirmerie, l'affectation d'enseignants. Mais en attendant, le travail continue d'être fait dans cet établissement et ailleurs dans le respect du concept «Clean schools» si cher au ministre des Enseignements secondaires.

Rappelons que la décision ministérielle n° 1141/B1/1464 du 28 octobre 2002 a institué la Journée nationale du bilinguisme dans le but de sensibiliser tous les élèves et étudiants camerounais à l'importance de l'intégration nationale grâce à l'utilisation des deux langues officielles, le français et l'anglais. La 14ème édition de la semaine nationale du bilinguisme et la 16ème édition de la Journée nationale du bilinguisme sont ainsi célébrées du 28 janvier au 1er février, conformément aux dispositions de la décision n° B1/1484/Minedub/Minesec du 9 juillet 2018 du calendrier de l'année scolaire 2018/2019 (article 19). La Semaine et le Jour nationaux sont célébrés dans tout le pays, dans les écoles et les quartiers généraux des divisions, avec des moments forts dans les dix régions. Les ministères de l'Éducation de base et des Enseignements secondaires organisent des cérémonies conjointes dans tout le pays.

## Activités et objectifs

Une semaine commémorative implique l'organisation d'activités dans les écoles et la communauté qui présentent l'événement. Il s'agit d'activités intellectuelles, pédagogiques, culturelles, artistiques, récréatives et sportives qui permettent aux apprenants d'explorer les opportunités inhérentes à la maîtrise du français et de l'anglais. Il s'agit d'adapter la formation des enseignants bilingues au programme spécial d'éducation bilingue ; restructurer les institutions bilingues existantes ; consolider le partenariat Minesec/locc. Au Minesec spécifiquement, il est question d'assurer la mise en œuvre progressive du programme spécial d'éducation bilingue ; développer la culture de lecture des enseignants et des étudiants ; développer et améliorer l'utilisation fonctionnelle



des langues officielles, anglais et français ; aider les apprenants à

devenir de véritables citoyens du village global ; promouvoir l'unité et

l'intégration nationale par le biais d'un dialogue social et d'une interaction de qualité ; faciliter l'insertion des apprenants dans le monde moderne par l'appropriation des technologies de l'information et de la communication ; non sans faciliter l'accès à l'emploi et l'amélioration des profils de carrière et promouvoir une culture de l'excellence. Ce n'est donc plus un secret. Le bilinguisme maximise les opportunités d'emploi de qualité, il ouvre la voie à la maîtrise des outils de communication dans des technologies de l'information et de la communication productives et bénéfiques, élargit le champ des relations humaines et renforce la capacité d'adaptation au monde en mutation rapide. Également, le bilinguisme favorise le développement de la pensée critique et de la créativité.

H. B

## UNITÉ NATIONALE

# Renforcement d'une coexistence apaisée

Le vivre-ensemble est le fondement de la vie sociale, c'est en quelque sorte la condition de la cohésion d'une société. C'est devenu une constante, voire une obsession, pour Paul Biya, qui, à chaque fois qu'il en a l'occasion, ne manque pas de rappeler les vertus de l'unité, de la paix, de la concorde, du vivre-ensemble des Camerounais, dans la diversité. Lors de son traditionnel discours à la nation le 31 décembre 2017, le chef de l'État rappelait déjà que «le peuple camerounais, comme un seul homme, s'est engagé à construire une nation unie, inclusive et bilingue.» Cela dénote aussi de l'intérêt que cette

problématique revêt au plan national. Le 26 janvier, sur sa page facebook, le professeur Mathias Erick Owona Nguini, diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, s'inscrit en faux contre le conflit identitaire qui émerge dans notre pays. Selon le politologue, «il paraît fondamental pour poser et consolider le vivre-ensemble au Cameroun, de développer une politique d'harmonie intercommunautaire et transcommunautaire. Ceci signifie que les pouvoirs publics, agissant de concert avec la société civile et les communautés, vont travailler à renforcer les bases d'une coexistence apaisée

entre les différentes communautés ethniques, régionales et confessionnelles. Il s'agit ainsi de cultiver les cadres moraux, matériels, économiques et politiques de la convivialité entre les communautés. Cette démarche politique s'appuie sur une mise en exergue constante et consistante des valeurs de tolérance, de confiance, de reconnaissance et de relance entre les communautés, considérées comme groupes compatibles». À la demande de nos lecteurs, Infomatin revient sur la problématique du vivre-ensemble au moment le Cameroun célèbre la semaine du bilinguisme.



## Vivre-ensemble, une quête permanente

Il est fondé sur l'histoire commune des Camerounais, de 1961 à nos jours, faite de joies et de peines partagées.

Henri O. Bandolo

Selon le dictionnaire Larousse, la nation est définie comme un «ensemble des êtres humains vivant dans un même territoire, ayant une communauté d'origine, d'histoire, de culture, de traditions, parfois de langues et constituant une communauté politique». Elle peut être aussi définie comme une «entité abstraite, collective et indivisible, distincte des individus qui la composent et titulaire de la souveraineté», dans cette deuxième acception, elle se confond à l'État. L'unité étant définie comme «caractère de ce qui est un, unique, indivisible». Une autre définition la rapproche de l'union, en faisant de l'unité «le caractère de ce qui est considéré comme formant un tout dont les diverses parties concourent à constituer un ensemble indivisible.» L'on sait surtout que divisés après le départ des Allemands en 1916, les Camerounais se sont réunifiés en 1961. Pour le Premier ministre Philemon Yang, «La trajectoire de notre Nation n'a pas été un long fleuve tranquille. Les épreuves qui ont jalonné l'avènement du Cameroun indépendant, tout comme les succès engrangés sur le chantier de la construction nationale ont renforcé les liens qui



nous unissent. Cependant, nous devons garder à l'esprit que le vivre-ensemble n'est pas un acquis définitif. Il doit être cultivé et entretenu de manière volontariste».

**Revendications.** Au cours de son traditionnel discours à la nation le 31 décembre 2016, le chef de l'État a rappelé que «Le peuple camerounais, comme un seul homme, s'est engagé à construire une nation unie, inclusive et bilingue.» Le 04 janvier 2017, en réponse aux vœux du corps diplomatique, Paul Biya est revenu

sur cette thématique en relevant en substance que «Notre diversité fait partie de notre identité». C'est clair comme l'eau de roche que le vivre-ensemble reste l'un des sujets de préoccupation du premier des Camerounais. Cela dénote aussi de l'intérêt que cette problématique revêt au plan national. Il ne vient à l'esprit de personne que la vie d'une nation serait un long fleuve tranquille. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, le vécu quotidien marqué par des vicissitudes n'est pas toujours rose. Les réalités diffèrent d'une région à une autre. Les spécificités sont la

marque de la diversité du pays. A titre d'exemple, le climat social difficile marqué ces derniers temps par des revendications corporatistes des avocats et enseignants anglophones remet au goût du jour la forme de l'État choisie par les Camerounais eux-mêmes, au lendemain de la Réunification de 1972, après avoir cheminé ensemble (francophones et anglophones) depuis 1961. Forts de cela, les pouvoirs publics s'attèlent inlassablement à apporter des solutions aux problèmes ainsi posés, en vue de la sortie de crise. En particulier dans l'optique que l'école reprenne droit de cité dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Les remous et soubresauts qu'on observe de temps à autre dans notre pays ne doivent pas nous faire perdre de vue que le vivre-ensemble est une construction permanente, même si les fondements de cette construction nationale restent solides et bien posés depuis les pères-fondateurs du Cameroun. «Mais, ne l'oublions jamais, nous marchons sur les pas des pères-fondateurs de notre pays, de nos héros nationaux, qui ont versé leur sang pour léguer à la postérité une nation unie dans sa diversité», rappelle utilement Paul Biya.

# Un trésor à sauvegarder pour l'unité nationale

*Le brassage des communautés, malgré quelques réactions de rejet de l'autre, observées ces dernières années.*

Alexi Nyangon  
(Stagiaire)

## Institutions de promotion

En janvier dernier, le chef de l'État Paul Biya a créé la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme (Cnpbm). Au sens du père de la nation, il s'agit d'un souci de raffermir l'unité et la cohésion nationales. Avec plus de 250 ethnies, les camerounais du nord au sud et de l'Est à l'Ouest sont appelés par le destin à vivre ensemble. Avant et après l'indépendance du Cameroun, les différentes ethnies camerounaises, malgré quelques égarements, cultivaient déjà l'esprit de communion. D'où les mariages inter ethniques et inter culturels que l'on vit aujourd'hui sur l'étendue du territoire. Des Beti qui se marient avec les peuples des grassfields, les Haoussas avec les Doualas, les bassas avec les Bafia ... par exemple. Cependant, cet esprit d'acceptation subit des entorses. L'exemple le plus édifiant à date étant la crise anglophone qui sévit depuis novembre 2016 dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Apôtre de la paix pour le bien des populations tout entière, le chef de l'État Paul Biya a créé cette commission pour renforcer les liens de solidarité et de communion entre les peuples. Ainsi, l'équipe conduite par Peter Mafany Musonge s'évertue depuis son installation à sensibiliser les populations sur l'ensemble du territoire sur la nécessité qu'il y a à préserver la paix gage du développement de notre pays à l'horizon 2035. Depuis la création de cette commission, le vivre-ensemble est devenu un slogan qui est posé sur les lèvres de tous les camerounais. Au-delà de cette Cnpbm, d'autres entités à l'échelle nationale peuvent être considérées comme des institutions de promotion du vivre-ensemble. Dans ce registre, l'on peut citer les établissements scolaires et universitaires, les entreprises, les églises, la liste n'étant pas exhaustive. Au sein de ces institutions de promotion non moins importantes, l'on observe un véritable brassage multilingue et multiculturel.

Corine Ewolo  
(stagiaire)

Pays multiculturel et pluriethnique, le Cameroun demeure un véritable nid de populations. Aujourd'hui, le pays compte environ 250 ethnies. Elles s'expriment dans près de 300 langues locales, à côté des deux langues officielles que sont le français et l'anglais. Ce mélange entre habitants d'origines diverses est aujourd'hui une réussite et dominé par une cohabitation pacifique entre différentes communautés ethniques. Les villes du pays sont devenues de nos jours des véritables creusets du vivre-ensemble où les autochtones acceptent leurs compatriotes venus des autres parties du pays et même des étrangers. Plusieurs localités sont ainsi devenues des symboles de l'intégration nationale. Les métropoles sont également le reflet de ce brassage de populations. Ce qui devient difficile de trouver un coin du Cameroun habité uniquement par des autochtones. En plus de ce phénomène, on peut observer la multiplication des mariages inter-ethniques. Des unions entre tribus Bamiléké, Beti, Douala, Bassa, Peul, Toupouri, etc. Plusieurs événements ont déjà été organisés au Cameroun mettant en lumière l'idée du vivre-ensemble à l'instar de la Can féminine. Une compétition qui a réuni tous les Camerounais, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Le dernier succès des Lions Indomptables à la dernière Can au Gabon a fait savoir au monde entier que le Cameroun est un et indivisible notamment avec le tour des régions effectué par les héros de Libreville. Autant d'éléments qui montrent que le Cameroun demeure une terre de liberté et de paix. Cependant, des nombreux conflits observés ces derniers temps ont mis en mal ce besoin de vivre en harmonie au Cameroun, notamment dans la partie anglophone du pays, des disputes au niveau des frontières de quelques chefferies sont autant de troubles qui remettent en question la volonté des Camerounais de vivre en



commun. Par ailleurs, ces attaques en continue démontrent à suffisance que le vivre-ensemble n'est pas un acquis mais une quête permanente. C'est

d'ailleurs la mission de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme qui travaille dans le but de

maintenir la paix, de consolider l'unité nationale et de renforcer la volonté et la pratique quotidienne du vivre-ensemble des populations.

## Une responsabilité qui incombe à chaque citoyen

*L'acceptation de l'autre, le dialogue et le respect des institutions sont incontournables à la consolidation du vivre ensemble et au maintien de la stabilité sociale.*

Annette Mindjié  
(stagiaire)

Le Cameroun, pays de pluralisme culturel, linguistique et religieux, traverse depuis quelques années une crise sociopolitique qui se traduit par l'intolérance, la rébellion et la radicalisation. Des faits qui menacent fortement son unité et le vivre-ensemble de ses populations, pourtant au cœur de ses valeurs républicaines. La construction d'une société apaisée et démocratique dans ce contexte tendu ne peut être possible que si l'on met en évidence, les vertus du dialogue, du respect des institutions à travers l'appropriation du civisme et l'éducation des masses. Ces efforts communs incombent à tout citoyen d'abord, et au gouvernement en priorité. C'est pourquoi, lors de la célébration de la 46e édition de la fête nationale en 2018, un accent important a été mis sur le vivre-ensemble, en vue d'une meilleure préservation de la diversité culturelle, de la paix qui croupit sous des menaces terroristes, et la stabilité. Cette innovation a pris corps par l'organisation des «journées du vivre-ensemble camerounais.» dans les dix régions du



Cameroun. Ces dernières visent la consolidation du vivre-ensemble harmonieux, à travers quelques activités. Des activités qui permettront en même temps de passer au crible les défis, atouts et faiblesses du vivre-ensemble au Cameroun, lui qui devrait privilégier le savoir-être et le savoir-vivre, en invitant les uns et les autres à mettre de côté, toute attitude qui consiste à juger l'autre selon sa culture ou son ethnie. Le Cameroun compte près de quarante-deux ethnies et chacune d'elle a sa culture. Même si on peut les ramener en grands groupes sociolinguistiques dans la mesure où certaines de ces ethnies se comprennent

entre-elles et partagent certains traits culturels, des différences subsistent tout de même. Ces différences, dès lors, ne doivent en aucun cas constituer un blocage au vivre-ensemble mais, une richesse qu'il faut absolument préserver car l'unité nationale est un moteur incontournable de la lutte pour le développement. L'atmosphère actuelle exige au peuple camerounais de garder un bloc uni, de s'accepter mutuellement et d'accepter les compromis car, la cohabitation harmonieuse et pacifique est un impératif pour la survie de tous.

PR SAMUEL EFOUA MBOZO'O

# «Le paradigme phare de l'unité camerounaise repose sur le vivre-ensemble»

Le membre de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme (Cnpbm), se prononce sur la question du vivre-ensemble au Cameroun.

Interview réalisée par Carole Oyono (stagiaire)

**La Cnpbm a été créée pour résorber certains facteurs inhibant le vivre-ensemble au Cameroun. Pouvez-vous sommairement nous la présenter ?**

La Cnpbm fut créée par décret N° 2017/013 du 23 Janvier 2017 par le président de la République. C'est un organe consultatif de quinze (15) membres avec une personnalité morale et une autonomie financière. Elle est placée sous l'autorité du président de la République et «est chargée d'œuvrer pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme au Cameroun dans l'optique de maintenir la paix, de consolider l'unité nationale du pays, et de renforcer la volonté et la pratique quotidienne du vivre-ensemble de ses populations». (Article 3, al.1) ;

A ce titre, ajoute l'alinéa 2, elle est chargée :

- De soumettre des rapports et avis au président de la République et au gouvernement, sur les questions se rapportant à la protection et à la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme ;
- D'assurer le suivi et la mise en œuvre des dispositions constitutionnelles faisant de l'anglais et du français deux langues officielles d'égale valeur et notamment leur usage dans tous les services publics, les organismes para publics ainsi que tout organisme recevant des subventions de l'État ;

- De mener toute étude ou investigation et proposer toute mesure de nature à renforcer le caractère bilingue et multiculturel du Cameroun ;
- d'élaborer et soumettre au président de la République des projets de textes sur le bilinguisme, le multiculturalisme et le vivre-ensemble.

- De vulgariser la réglementation sur les trois domaines ;

- De recevoir des requêtes dénonçant des discriminations fondées sur l'irrespect des dispositions constitutionnelles relatives au bilinguisme et au



multiculturalisme et en rendre compte au président de la République ;

- d'accomplir toute autre mission à elle confiée par le président de la République, y compris des missions de médiation.

**A ce titre, le bilinguisme et le multiculturalisme que la Cnpbm met en avant sont-ils au service du vivre-ensemble, lorsqu'on sait que ces derniers temps celui-ci est fragilisé dans la zone anglophone par des tensions ?**

Le multiculturalisme camerounais découle de la situation particulière du pays de par son paysage sociolinguistique : avec un bilinguisme institutionnel français/anglais, environ 300 langues nationales et une diversité ethnique exceptionnelle. Face à une telle complexité linguistique et humaine, la cohésion sociale est mise à rude épreuve si le juste équilibre n'est pas trouvé entre l'identité individuelle ou communautaire et l'identité nationale édictée au préambule de notre constitution : «Le peuple Camerounais, fier de sa diversité linguistique actuelle, élément de sa personnalité nationale qu'elle contribue à enrichir, mais conscient de la nécessité impérieuse de parfaire son unité,

proclame seulement qu'il constitue une seule et même nation, engagée dans le même destin et affirme sa volonté inébranlable de construire la patrie Camerounaise sur la base de l'idéal de fraternité, de justice et de progrès» et d'ajouter à l'article 1er, paragraphe 3 que la République du Cameroun «...œuvre pour la protection et la promotion des langues et cultures nationales». Tout un programme !

Bilingue institutionnellement, le Cameroun est en pratique Bi-plurilingue, car le Camerounais parle en général plus de deux langues officielles ou nationales. Avec plus de 250 ethnies, au Cameroun il n'y a pas une culture, mais plusieurs cultures. Le pays est par conséquent un État multiculturel ou pluriculturel. Le défi de notre Commission est donc de réussir à maintenir le juste équilibre entre l'unité et la diversité et à assurer la cohésion de chaque groupe, tout en maintenant l'unité de la nation.

**Quels sont les défis auxquels fait face la Cnpbm pour consolider cet idéal dans la société camerounaise ?**

En plus du défi majeur que je viens d'évoquer, d'autres

défis interpellent aujourd'hui notre Commission. Je vois par exemple le défi entre le discours et la médiation culturelle. Le discours est la manière propre à un individu de parler ou de s'exprimer. Tout discours est donc et d'abord un acte de liberté dont l'enjeu peut être en même temps individuel, social économique, régional et de lutte pour l'appropriation du pouvoir.

Dans le contexte du Cameroun où tous ces enjeux sont exacerbés, l'identité culturelle souffre de dysfonctionnement dans la mesure où la multiplicité intérieure de la personnalité camerounaise, la coexistence au plan social de plusieurs modèles culturels et la difficulté d'appropriation du bilinguisme rendent difficile le dialogue interculturel et mettent en péril le vivre-ensemble. Or, la médiation culturelle - qui est un processus de mise en relation entre les sphères de la culture et du social et de construction de nouveaux liens entre le politique, le culturel et l'espace public - la médiation culturelle, disais-je, ne peut se faire que dans le cadre de la communication par une appropriation. La médiation culturelle, lorsqu'elle est bien construite, permet la réduction des barrières psychologiques et sociales. Au total, la situation de pluralisme linguistique et culturel constitue un réel enjeu de développement durable. Le paradigme phare de l'unité camerounaise repose sur le vivre-ensemble qui peut se décliner en quelques mots, à savoir, le respect et la tolérance face à la différence ou à la diversité, l'amélioration des conditions de vie, l'égal accès à l'emploi pour tous, l'éducation et la santé pour tous, la distribution équitable des ressources et des projets de développement, le culte du travail et du mérite et l'amour inconditionnel pour la nation et l'État.

## Ces menaces qui fragilisent l'unité d'un peuple

Parler du vivre-ensemble au Cameroun paraît nécessaire au vu des constats faits ces dernières années. La crise économique, la discrimination et le chômage font l'objet d'une analyse profonde pour expliquer certaines crises que traverse le Cameroun actuellement. On a connu un Cameroun où il faisait bon vivre, où les communautés religieuses, culturelles, ethniques vivaient ensemble sans disparité et dans le respect mutuel. Mais avec la montée du terrorisme, l'on a désormais tendance à se méfier de son prochain. En effet, le chômage et l'extrême pauvreté auxquels sont confrontées les populations, ont favorisé l'enrôlement des milliers de jeunes dans les rangs des groupes terroristes. À côté de cela, il y a les mouvements sécessionnistes dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui pèsent énormément sur la stabilité sociopolitique du pays. On peut bien se venter de la diversité culturelle au Cameroun, mais celle-ci constitue parfois un blocage au vivre-ensemble à cause des idéologies tribalistes et des jugements non fondés que les tribus se font les unes des autres. Les inégalités sociales mettent également en mal la cohésion nationale compte tenu des fréquentations souvent limitées entre le bas peuple et l'élite. L'on peut également parler de la prolifération des églises dites de réveil qui pour une raison ou pour une autre sont à l'origine des divisions au sein de nombreuses familles. Quoi qu'on pense, la consolidation du vivre-ensemble est un défi qui s'impose aux Camerounais de tous les horizons afin de barrer la voie à toutes ces menaces qui tendent à fragiliser l'unité entre les peuples.

Nadège Fouejio (stagiaire)

## PROJETS DE ROUTE À DOUALA

## Le coût de réalisation au-delà des prévisions

Évaluée au préalable pour un montant de 47 milliards Fcfa, la réalisation de la pénétrante Est de la ville de Douala se fera au final à 70 milliards Cfa, près du double de la somme initialement prévue. Un écart considérable constaté entre le budget prévisionnel et le coût réel de l'exécution du projet, apprend-on du confrère Journal du Cameroun. L'entrée Ouest de la capitale économique du pays n'est pas en reste. Pour 13 km sur deux voies, l'État a financé environ 50 milliards Fcfa, et l'exécution de ce projet a déjà absorbé à ce jour près de 60 milliards Fcfa. À s'interroger sur les estimations faites préalablement de ces projets.

## BARRAGE DE NACHTIGAL

## Environ 108 milliards Fcfa garantis

C'est l'assurance donnée récemment par l'Agence multilatérale de garantie des investissements (Miga), filiale de la Banque mondiale, à Edf et de Stoa Infra & Energy, investisseurs du projet de construction du barrage (420 Mw). Ces deux structures détiennent respectivement 40 et 10% des actifs de la Nachtigal Hydro Power Company (Nhpc), société en charge du développement et de l'exploitation dudit projet, la Société financière internationale (Sfi) 20%, l'État du Cameroun, 15%, et 15% au fonds Africa50. Ce projet permettra ainsi au Cameroun de disposer d'une source additionnelle importante de production d'électricité stable à l'horizon 2020.

## PÉTROLE BRUT

## Pénurie pour les équipements de la Sonara

En arrêt depuis le 27 janvier, les infrastructures de transformation du pétrole brut ont interrompu leur travail, pour manque d'hydrocarbures, apprend-on. Ceci est dû à une cargaison bloquée au large de Limbé depuis plus d'un mois, pour non-paiement d'une facture de 633 millions Fcfa par Ds Marine, entreprise sous contrat avec la Sonara et devant assurer le transport des cargaisons de brut en provenance de l'étranger. Une source interne rassure cependant que l'arrêt prématuré des activités de la Sonara ne devrait pas avoir d'incidences immédiates sur l'approvisionnement du marché local en produits pétroliers.

## CHEMIN DE FER

## Camrail débourse 12,3 milliards pour l'acquisition des 5 locomotives

Fabriquées par l'Américain General Electric, elles ont été réceptionnées le 17 janvier sur les quais du Port autonome de Douala, par le concessionnaire Bolloré.

Rosine Laure Elong  
(Stagiaire)



Lancée dans une vaste campagne d'innovation, l'entreprise Cameroon Railways (Camrail), filiale de Bolloré, a acquis ce 17 janvier une suite de 5 locomotives dernières technologies pour un montant de 12,3 milliards Fcfa. Lesdites locomotives réceptionnées vont permettre non seulement de renforcer les capacités de traction de l'exploitant, mais également d'améliorer la qualité des services offerts aux usagers des services ferroviaires, tout en redonnant l'image du secteur. Elles permettront par la même occasion de participer à la remise sur pied effective du transport ferroviaire dans le pays, secteur endormi depuis la catastrophe survenue le 21 octobre 2016 à Eséka. L'on apprend de source officielle que ces autorails font partie d'une commande de 9 engins, pour ce montant total de 12,3 milliards Fcfa, dont quatre sont financés par l'État du Cameroun, et cinq par le concessionnaire du chemin de fer camerounais, Bolloré. Cette première vague, révèle la même source, sera mis en service d'ici le mois de février. Le reste de la commande (les 4 locomotives restantes) est attendu dans les mois à venir.

**Relance.** Après le drame d'Eséka d'octobre 2016, l'activité ferroviaire au Cameroun a connu un déclin, et se limite depuis au seul transport des marchandises. Cette tragédie nationale a porté un véritable coup au secteur ferroviaire, avec comme conséquence la baisse de la rentabilité. Ainsi, selon le transporteur de chemin de fer, ces nouvelles acquisitions, de haute technologie et d'une puissance chacune de 3 300 cv, permettront de remettre sur les rails les activités de la structure. À en croire le concessionnaire, une dizaine de ses employés a été formé aux États-Unis sur l'utilisation de ces engins nouvellement acquis. En outre, ces financements, apprend-on, font partie du 2ème plan quinquennal des investissements ferroviaires, dans le cadre duquel l'État du Cameroun est engagé dans le processus d'acquisition du matériel roulant, destiné à la relance des activités voyageurs, endormies depuis près de trois années. Dans ce sens, la société franco-coréenne Cim-Ssrt fournira 25 voitures-voyageurs, et cinq autres modules autorails seront livrés par Stadler, entreprise Suisse. C'est dire que la relance du secteur ferroviaire sera plus intense dans les prochains mois.

## MINISTÈRE DES FINANCES

## Les priorités de 2019 définies

Concentrées sur la réduction du déficit, elles étaient inscrites au menu des travaux de la conférence annuelle des responsables des services centraux, déconcentrés et extérieurs du Minfi, tenue à Yaoundé du 24 au 25 janvier.

Corine Ewolo  
(stagiaire)

Le ministre délégué auprès du ministre des Finances (Minfi), Yaouba Abdoulaye a dirigé les 24 et 25 janvier, au Palais des congrès de Yaoundé, les travaux de la conférence annuelle des services centraux, déconcentrés et extérieurs de son département ministériel. Pendant le conclave, l'occasion lui a été donnée de présenter le contexte macroéconomique du Cameroun et son impact sur les finances publiques en lien avec le déséquilibre budgétaire. À ce titre, il précisé que la croissance économique projetée à 4% en 2018, s'est finalement établie autour de 3%. D'où la nécessité pour le Minfi de plancher sur les voies et moyens pouvant permettre d'enrayer tout goulot d'étranglement à l'origine du déséquilibre budgétaire de l'État. En réalité, il en ressort que la décélération émane d'une baisse plus forte que prévue de la production pétrolière. Une situation aggravée par la persistance des problèmes sécuritaires. Un même son de cloche qui se fait entendre du côté des recettes non pétrolières, sans omettre les implications sur la balance courante, les recettes budgétaires et les dépenses publiques. C'est tout cet engrainage défavorable qui explique le thème principal à l'ordre du jour «Équilibre budgétaire : enjeux, défis et perspectives». Pour l'année 2019, à en croire le Mindel/Minfi Yaouba Abdoulaye, il est surtout question d'exécuter le budget de l'État dans un contexte où les dépenses sont toujours plus importantes, du fait des chocs persistant sur les recettes, sans dégrader à la fois l'équilibre budgétaire et financier de l'État. Pour cela, de manière globale et concise, il s'agit selon lui, d'optimiser les recettes et de rationaliser les dépenses. Une option qui s'inscrit en droite ligne de la discipline budgétaire, dans «une démarche pratique, garante des équilibres

macroéconomiques au service de l'économie», a-t-il précisé lors de son discours de circonstance.

Les activités ont porté sur des tables rondes et des rencontres sectorielles. Ces dernières ont été une occasion pour dresser le bilan de l'année écoulée, de formuler les perspectives de l'exercice 2019 à l'issue de différents exposés. Dans ce sillage, la première table ronde était composée de deux présentations suivies d'échanges entre panélistes et participants. Cette articulation avait pour thème: «Équilibre budgétaire : le principe à l'épreuve de la réalité (enjeux et défis)». La mission était de présenter aux participants, le concept en question et d'échanger de façon plus pratique, sur les contraintes et les conditions de réalisation des objectifs prévus dans la loi de finances de l'exercice 2019.

**Recommandations.** Au terme des échanges, il en découle de manière générale qu'il convient de réduire la tendance à solliciter les missions de longue durée. De même, il sera question de réactiver la fonction de comptabilité-matière, en vue d'éviter les gaspillages dans la commande des biens meubles et immeubles, entre autres. Spécifiquement, il y a lieu d'opter pour la meilleure planification et la programmation des formations à travers un plan de formation chiffré. Dans ce dernier pan, il faut notamment prendre en considération les besoins des personnels des services déconcentrés ; concernant les horaires et frais de justice, il sera question de réactiver les comités de suivi des décisions de justice en faveur de l'état et rationaliser le paiement des horaires. Par ailleurs, rechercher la réduction des coûts et veiller à la construction des évacués par l'émission des bulletins de liquidation des recettes telle que prévu par la réglementation.





PRODUCTION ARTISTIQUE

# Krotal détecte et forme les talents

Les auditions, ateliers de formation et de sensibilisation sur les méfaits de la consommation des stupéfiants qui ont débuté le 26 janvier, à Yaoundé, à la nouvelle route Bastos, s'achèveront le 3 février.

Joseph. Makon

La légende Krotal, par ailleurs promoteur du label Ndabott productions, maison de production de musiques urbaines, revient cette année avec un nouveau projet. En effet, ce concept, selon l'artiste musicien, consiste à détecter les jeunes talents et futures étoiles qui seront la relève du Hip-Hop de demain. À travers les "Ndabott sessions hip-hop/R&B" - qui interviennent à la veille de la célébration de la 53e fête de la jeunesse -, Krotal voudrait susciter le rêve et l'espoir d'un avenir radieux au sein des jeunes qui veulent faire carrière dans ce style musical. Les différents modules, lors de ces ateliers de formation sont entre autres : la détection des talents, les formations, les masters class, etc. L'encadrement professionnel avec au finish la compilation musicale, objet d'une promotion nationale et internationale, font également partie dans les objectifs de Ndabott sessions hip-hop/R&B. Pendant une semaine, les jeunes seront donc à l'école des rimes, du flow, de l'écriture des textes, de l'agencement des paroles, de la tenue et de la



présence scénique, pour ne citer que ceci-ci. Par ailleurs, il convient de noter que cette initiative est le fruit d'une très grande et profonde collaboration entre le label Ndabott productions et le syndicat national des acteurs de musique urbaines du Cameroun (Synamurca), que l'artiste tient en tant que président. Son le plan d'action est de hisser le hip-hop camerounais au sommet afin que celui-ci ne soit plus considéré comme une musique de voyous et de

consommateurs de stupéfiants.

**Sensibilisation.** Ce sera donc l'occasion idoine pour Krotal et les associés au concept, en tant que pédagogues, de sensibiliser ces artistes hip-hop en général, et de la musique urbaine en particulier, sur les dangers mortels liés à la consommation des stupéfiants par eux, au moment où les pouvoirs publics sensibilisent la jeunesse sur ce fléau. Les Ndabott sessions, débutées samedi dernier sis à la nouvelle route Bastos de Yaoundé, et dont l'écho a causé

un déplacement en masse des jeunes artistes, anciens et curieux, se classent certainement parmi les meilleures événements du genre, jamais organisés dans le domaine, au Cameroun. Selon Bigmax, jeune artiste voulant faire carrière dans le hip-hop, «c'est une idée géniale qu'a entrepris le père Krotal, qui, pour moi, est une légende vivante du rap au Cameroun. Son dynamisme, son humilité et son aura seuls suffisent pour booster ses jeunes frères que nous sommes. Ces ateliers sont très instructifs, je lui tire ma révérence.» C'est dire que la qualité des enseignements dispensés dans les Ndabott sessions hip-hop/R&B 2019 sont d'un niveau plus que acceptable.

En rappel, le Synamurca, dans la mouvance de cet atelier de détection et de formation, a fait une série de publications via les réseaux sociaux le 18 janvier. «La famille, beaucoup de bonnes choses arrivent pour les trois mois à venir, depuis les ateliers 4, nous vous saluons», pouvait-on lire sur la page officielle Facebook dudit syndicat.

## Brèves

MUSIQUE URBAINE

### Le tout premier single d'Olga Bry monte en puissance

De son vrai nom Nlend Brinda Olga, la jeune artiste de musique urbaine est une femme qui a très tôt su quelle était sa passion. Son vidéogramme, "Ateh", fruit de son long travail, est un clip qui ressort la force incontrôlable de l'amour. À travers cette chanson qui monte en puissance, la jeune chanteuse de musique urbaine, par ailleurs ancienne participante au concours the voice Africa francophone, voudrait démontrer que l'amour est un sentiment qui prend et foudroie tout le monde.

PRIX D'EXCEPTION

### Manu Dibango honoré à la diaspora et sur le continent africain

Considéré comme la légende vivante de l'Afrojazz en général, et du saxophone en Afrique, voire dans le monde, Manu Dibango a reçu un "prix d'excellence" décerné par le Club Efficience lors d'un gala qui a réuni plusieurs chanteurs et promoteurs culturels de renom. En 60 ans de carrière, le grand Manu a réussi à se maintenir au sommet de son art et tutoyer les grandes scènes internationales, en réussissant à faire un savant dosage entre les sonorités africaines, américaines, européennes et le Makossa.

## BAFANG

# Une école pour sourds et aveugles en construction

Bâtir un centre d'instruction dans cette ville pour les personnes souffrant de handicaps graves, c'est le projet annoncé le 22 janvier à Yaoundé par Yelena Dolvie Kaptie, présidence de l'association «Un plat, un plan pour tous».

Corine Ewolo (stagiaire)

La situation socioéconomique des personnes handicapées est marquée par les inégalités par rapport au reste de la population. Concernant leur niveau d'instruction, il est moins élevé, le taux de chômage et de pauvreté par contre reste plus élevé. Raison pour laquelle à la tête d'un groupe de jeunes partageant la passion pour l'humanité, Yelena Dolvie Kaptie a pris l'initiative de mettre sur pied, il y a un an, une association dénommée «un Plat, un plan pour tous» (Uppt). Ainsi, pendant le lancement des activités de cette association le 22 janvier à Yaoundé, elle a précisée dans son discours que «Nous ne pouvons plus continuer à rester insensibles à la souffrance de ces catégories de personnes» (sourds et aveugles). Elle poursuit en disant «Nous pensons qu'ils ont des talents à faire valoir, et pour cela, il suffit de les éduquer et nous allons créer une école pour sourds et aveugles à Bafang dans le département du haut-Nkam, région de l'Ouest». En outre, l'école qui sera construite à Bafang, au siège de l'association, sera composée de deux cycles : primaire et secondaire. Par ailleurs,



les pensionnaires seront récompensés à leur tour. Ils vont bénéficier de bourses d'études. En effet, le régime externe de l'école, (c'est-à-dire ne se limite pas seulement aux élèves de l'établissement) et l'action humanitaire de «un plat, un plan pour tous», consistent essentiellement en l'éducation, soins de santé et distribution des médicaments en faveur de tous les

enfants sourds et aveugles. Cette école va aussi bénéficier du soutien des Ong canadiennes comme Open Dreamers. Les responsables de cette association ont fait face à la presse sur la question du choix de la ville de Bafang, plutôt que celle de Yaoundé ou de Douala. Le trésorier n'a pas manqué l'opportunité de répondre à cette question «Le maire de Bafang, par l'appui d'une Ong canadienne, nous

a offert un grand espace à moindre coût pour la construction de nos infrastructures. Par rapport à nos besoins de déploiement, nous aurons été incapables d'acquiescer un tel espace à Yaoundé, vu le coût très élevé du mètre carré. Il ajoute également qu'à chacune de nos tournées dans le pays, nous aurons à notre disposition, des médecins parlant la langue locale, ces derniers feront des examens aux personnes aveugles et sourdes», dira-t-il avec un sourire. Pour la réussite de ce projet, la présidente et le trésorier de cette association lancent un coup de cœur et prient toute personne de bonne volonté à contribuer pour cette œuvre humanitaire. Nous tendons la main aux entreprises tant nationales qu'internationales, ainsi qu'à tous, a-t-elle scandé, avant d'ajouter qu'il faudra nourrir ces élèves chaque jour. À fin de soutenir les propos de la présidente, le trésorier ajoute que «le projet humanitaire qui débuté par le volontariat, fonctionne encore sur la base des cotisations annuelles des membres, et autre appuis des ONG ».

«AFRICA IS MUSIC»

### Samuel Nja Kwa célèbre les artistes africains

Le nouveau livre du journaliste et photographe camerounais, Samuel Nja Kwa, rend hommage à tous les artistes africains en général, et camerounais en particulier. Des visages connus au "no name", Samuel Nja Kwa marque un temps d'arrêt dans chacune de ces générations d'artistes musiciens africains pour dire à tout le monde entier que l'Afrique, au-delà d'être le berceau de l'humanité, est le berceau de la musique, car notre continent regorge d'un nombre intarissable, pas des moindres, d'artistes musiciens et chanteurs.

# Brèves

CAN 2019

## La compétition reportée à cause du Ramadan

Initialement prévue du 13 juin au 15 juillet, la Coupe d'Afrique des Nations Égypte 2019 débutera le 21 juin et s'achèvera le 19 juillet, apprend-on, des autorités égyptiennes. «Les pays d'Afrique du Nord ont réclamé un report du tournoi d'une semaine par rapport au Ramadan», a indiqué le vice-président de la Fédération égyptienne Ahmed Shobier. Ainsi, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie souhaitent un temps de repos pour leurs joueurs après la fin du ramadan de début juin.

NÉCROLOGIE

## Le recordman des buts en une Can est décédé

L'attaquant international congolais Pierre Ndaye Mulamba, qui détient le record des buts sur une édition de la Can (9 buts en 1974) est mort samedi en Afrique du Sud à l'âge de 70 ans. Il était l'ancien attaquant des Léopards du Zaïre (ex République démocratique du Congo) et a remporté la Ligue des champions africaine en 1973 avec l'As Vita Club et la Coupe d'Afrique des Nations en 1974 avec les Léopards.

FAIT DIVERS

## Miliano Sala toujours introuvable

Jusque hier soir, l'attaquant argentin passé par Nantes et ayant signé un contrat il y a une semaine avec Cardiff (Angleterre), était toujours porté disparu après la perte du signal de l'avion qui le transportait de Nantes à Cardiff, sa nouvelle équipe. Le soir du 21, la trace de ce petit avion de tourisme, dans lequel se trouvait une autre personne, en plus du pilote, a été perdue. Les recherches arrêtées mercredi ont repris vendredi grâce à une cagnotte organisée par la famille et les proches. Le joueur de 28 ans avait pendant le vol, envoyé un message vocal à ses proches, exprimant ses peurs. «Si vous n'avez plus de nouvelles de moi dans une heure et demie, je ne sais pas s'il serait nécessaire d'envoyer quelqu'un me chercher, parce qu'on ne va pas me retrouver. Papa, qu'est-ce que j'ai peur !» a-t-il déclaré.

ELITE ONE

# Pourquoi les clubs boycottent le championnat

Prévu samedi au stade militaire, le lancement de la saison a été marqué par l'absence des deux équipes en confrontation, notamment Eding Sport de la Lekie et Young Sport Academy de Bamenda.

Carole Oyono  
(stagiaire)

Le ton a été donné par Yosa qui, deux jours auparavant, avait annoncé son absence en solidarité au mot d'ordre du Syndicat des Clubs d'Elite du Cameroun (Sycec) : celui de boycotter le championnat jusqu'à ce que se tienne l'assemblée générale ordinaire de la Ligue de Football professionnel du Cameroun (Lfpf). «La décision a été prise parce que les tentatives de dernière minute pour résoudre les problèmes qui sévissent dans notre football ont échoué», a déclaré le président de Young Sport Academy de Bamenda, Jacques Yong.

Cette mesure a été prise, selon le président de l'Union de Douala, par ailleurs président du Sycec, pour avoir des réponses à leurs différentes revendications. En effet, les clubs d'élite veulent être fixés sur les montants à percevoir avant tout engagement dans la compétition. «Il est scandaleux d'imaginer que le président de la Ligue veuille que les tournois de première



et deuxième divisions commencent lorsque les clubs ne sont pas informés du montant qu'ils recevront en subvention. Les clubs ne savaient pas quand le championnat était censé commencer et la plupart d'entre eux ont donc gardé leurs équipes réunies, en versant régulièrement des bonus d'entraînement», a expliqué Franck Happi. La suite de la première

journee a été dans le même sillage du décor planté à l'ouverture par les clubs adversaires du jour. Le mot d'ordre a été respecté par bon nombre de clubs qui ont été absents sur les terrains des rencontres de la première journée. Ums de Loum et Avion du Nkam étaient en amicale pendant que la nouvelle promue (Avion Fc) était attendue au Centenary Stadium de Limbé pour la

rencontre l'opposant à Coton Sport de Garoua. Ce dernier a vu ses joueurs et les officiels seuls sur le terrain, ce qui lui a permis de remporter la partie par un forfait. New Stars de Douala s'est également abstenue ; malgré la volonté de Colombe, la rencontre n'a pas été livrée.

As Fortuna s'est adjugé des 3 points en jeu en l'absence de son adversaire Ums de Loum, de même que son homologue Tonnerre Kalara Club après abstention de L'Union sportive de Douala. Pwd de Bamenda, Apejes, Stade Renard Fatcheu, Fovu, Astres ont ignoré les rencontres de la première journée prévues dimanche. En résumé seules trois formations se sont rendues au stade et ont bénéficié de 3 points chacun à savoir Coton Sport de Garoua, Colombe, et As Fortuna. En cas de maintien du mot d'ordre et d'enregistrement de deux forfaits, l'on apprend du président de la Lfpf, le Général Pierre Semengue, que l'échéance sera suspendue pour forfait général.

## LIONNES INDOMPTABLES

# Alain Djeumfa, nouveau sélectionneur

La Fédération camerounaise de football l'a nommé en remplacement de Joseph Ndoko qui occupait ce poste depuis juin 2017.

C. O  
(stagiaire)

Joseph Ndoko, dont les choix ont été très critiqués pendant la Can Ghana 2018, n'est plus le sélectionneur de l'équipe nationale féminine du Cameroun. La Fécafoot (Fédération camerounaise de football) a annoncé samedi son limogeage à quatre mois du Mondial féminin à laquelle participeront les Lionnes. À la place de Ndoko, la Fécafoot a nommé Alain Djeumfa, ancien entraîneur de l'équipe nationale militaire du Cameroun et des clubs à l'instar de New Stars de Douala, Botafogo de Douala et l'Aigle de Menoua. Lors de la dernière Can féminine, jouée en novembre 2018, Joseph Ndoko avait pourtant réussi à hisser l'équipe camerounaise à la 3ème place, qualifiant l'équipe à la prochaine Coupe du Monde française. Le nouvel entraîneur de la sélection nationale féminine senior n'est pas un parfait inconnu dans la tanière des



Lionnes indomptables, où il a officié par le passé comme préparateur physique. Il a également dirigé l'équipe nationale féminine militaire. Lors de la Can féminine 2018 au Ghana, Alain Djeumfa avait été nommé comme entraîneur d'appui au staff technique des Lionnes, pour apporter son expérience à la sélection camerounaise. La

Fécafoot a également procédé au remplacement de l'entraîneur adjoint en charge de la préparation des gardiennes de but. Clément Assimba qui occupait cette fonction jusque-là a cédé sa place à Peter Tanyi Bechem. "Nous commençons le travail immédiatement. Nous devons nous préparer de manière optimale avant la compétition.

Nous voulons faire mieux qu'en 2015, nous avons les qualités pour le faire", a poursuivi celui qui a été l'assistant d'Enow Ngachu, monument du football féminin local, et a dirigé des clubs camerounais comme les New stars de Douala, Botafogo de Douala et l'Aigle de Menoua.

Le nouveau sélectionneur, 46 ans, sera assisté par Bernadette Anong, ancienne capitaine de la sélection. «Je suis honorée de cette nomination et j'ai conscience de l'ampleur du défi à l'approche de la Coupe du Monde en France», a déclaré Djeumfa à Bbc Sport. En juin, le Cameroun sera dans le Groupe E avec le Canada, la Nouvelle-Zélande et les Pays-Bas et l'objectif principal de l'entraîneur est de «faire mieux qu'en 2015». Le Cameroun franchissait alors pour la première fois le cap des huitièmes de finale.

# AVIS DE DECES



- La grande famille Bapbwab par Messamena ;
- La grande famille Bawoua à Mekong-soo par Akonolinga ;
- Mme Ngabo Mbang Monique et son enfant à Yaoundé ;
- Mr Mbono Mbang Emmanuel, son épouse et leurs enfants à Mfou ;
- Mr Mbang Mbang Roger, ses épouses et leurs enfants à Yaoundé ;
- Mr Bekolo Mbang Jean Claude, son épouse et leurs enfants à Yaoundé et aux États-Unis (U.S.A)
- Mr Mvombo Mbang Jean-Pierre, son épouse et leurs enfants à Mekong-Soo ;
- Mme Mvodo Mbang Nicole, son époux et leurs enfants à Essamana ;
- Mme Mbang Évelyne, son époux et leurs enfants à Ebolowa ;
- Mme Etong Mbang Cécile et ses enfants à Yaoundé ;
- Mme Nyangono Mbang Angéline et ses enfants à Yaoundé,

Ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances, le décès de leur fils, père, beau-père, grand-père et arrière grand- père,

## Le Patriarche Mbang Mbono Pierre,

survenu le 13 janvier 2019 au Centre des urgences de Yaoundé, des suites de maladie.

**Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.**

*Fait à Yaoundé, le 17.01.2019  
Mbang Mbang Roger*





Institut Supérieur de Formation aux métiers  
des Télécommunications, de l'Innovation  
Technologique, de Commerce et de Gestion

EN  
PARTENARIAT  
AVEC

INI-CAMEROUN  
Centre d'Excellence  
Technologique Paul BIYA



Partenaire Technique

## CONCOURS POUR UNE FORMATION ACCÉLÉRÉE DE 100 TECHNICIENS EN INSTALLATION DES EQUIPEMENTS SOLAIRES



### PROGRAMME DE FORMATION :

- Production de l'énergie électrique et de l'énergie solaire ;
- Montage des équipements électriques ;
- Installation des kits solaires ;
- Module de formation MIJEF 2035 (Informatique, initiation à l'entrepreneuriat et à la citoyenneté).

**Date de concours : le 04 Février 2019**

**Date limite de dépôt des dossiers :  
le 31 Janvier 2019 à 15 h**

au Campus de l'IFTIC-SUP sis à Awaé-escalier Tél. : +237 243 01 32 33 /  
677 92 48 89 / 699 53 93 24 ou à l'agence d'Elig Essono (près  
Immeuble Jaco) Tél. : +237 657 517 519 / 697 861 058 / 679 602 785

### Conditions d'admission

L'admission se fait exclusivement  
par voie de concours.  
Elle est ouverte à tout candidat  
titulaire du BEPC ou du CAP.

### Dossier de candidature :

- 1)- Une demande manuscrite adressée au  
PCA de l'IFTIC-SUP.
- 2)- une copie certifiée conforme du BEPC  
ou du CAP ;
- 3)- Une copie certifiée conforme de l'acte de  
naissance datant de moins de trois mois ;
- 4)- 04 photos d'identité (4X4) ;
- 5)- 5.000 CFA des frais de dossier.

**A l'attention des collectivités territoriales décentralisées et des  
institutions privées et étatiques, une offre de formation est  
disponible pour les agents et cadres de ses institutions.**

**Contacts : Tél. : 677 924 889 / 699 539 324 / 674 531 333**

B.P. 33 384 Yaoundé, Awaé-escalier Tél. : +237 243 01 32 33 / 677 924 889 / 699 539 324  
Site web : [www.iftic-sup.net](http://www.iftic-sup.net) e-mail : [contact@iftic-sup.net](mailto:contact@iftic-sup.net)